ONZIEME ANNÉE. — N° 3752

6 Pages — 5c

FILS SPÉCIAUX : BERLIN, LONDRES

ADRESSE PARIS (2e) : 142, Rue Montmartre

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITÉ-PARIS

TÉLÉPHONE : GUTENBERG 02-57, 02-69

PUBLICITÉ ANNONCES, 142, Rue Montmartre, 142

l'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

DIMANCHE 26 JUILLET 1914

6 Pages — 5c

Le journal HUMANITÉ est vendu en Belgique 10 c.

ABONNEMENTS

Sans frais dans tous les Bureaux de Poste

	1 an.	6 mois	3 mois	1 mois
Seine et Seine-et-Oise	18 fr.	9 fr.	4 50	1 50
Départements et Colonies	21 »	10 50	5 25	1 75
Étranger Union postale	31 »	16 50	8 »	3 »

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

LE CONFLIT AUSTRO-SERBE

Les Relations Diplomatiques sont rompues

LE GOUVERNEMENT SERBE ORDONNE LA MOBILISATION
LA COUR QUITTE BELGRADE POUR KRAGUJEVATZ

Les Socialistes Autrichiens manifestent contre la Guerre

Lyon, 25 juillet.

Une note officieuse communiquée par l'ambassade allemande montre que l'Allemagne cherche à atténuer la gravité de la note autrichienne. Elle déclare que ce n'est pas un ultimatum ni une menace, mais une demande de réponse. Que signifie cela ? Ou ces mots n'ont pas de sens ou ils veulent dire que l'Autriche est prête à discuter avec la Serbie à la condition que celle-ci s'explique sans délai.

Dès lors, la brusque invasion de la Serbie par les forces autrichiennes serait incompréhensible. Si cette invasion se produit il faudra juger sévèrement, non seulement la diplomatie autrichienne, mais la diplomatie allemande.

Tout ce que nous voyons à l'heure présente dans cette obscurité, c'est que nos camarades socialistes d'Allemagne ont vigoureusement protesté, dans l'article du *Vorwærts* qu'on lira ci-dessous, contre le caractère menaçant et offensant de la note autrichienne.

Que les socialistes de tous les pays redoublent d'efforts pour éclairer l'opinion et pour opposer leur solidarité à l'épouvantable catastrophe dont est menacé le monde.

Les dernières nouvelles qui parviennent sont d'une déplorable équivoque. On nous dit que l'Autriche ne trouvant pas suffisante la réponse serbe a rappelé son représentant de Belgrade, ce qui paraît annoncer la guerre imminente. Mais on ne nous dit pas quelle est cette réponse et si la Serbie n'a pas offert des garanties sérieuses. Il est certain qu'on s'enveloppe d'obscurité pour pouvoir profiter brutalement.

Est-ce que vraiment l'empereur d'Autriche va prendre la responsabilité d'un formidable conflit ?

Ici, à Lyon, l'émotion populaire est très vive et tous les ouvriers, tous les républicains attendent du gouvernement français qu'il fasse le plus grand effort pour le maintien de la paix.

JEAN JAURÈS.

Voici l'extrait du *Vorwærts* auquel fait allusion Jaurès :

L'ultimatum autrichien constitue une telle ignominie qu'un gouvernement serbe qui reculerait de façon humiliante devant cette note risquerait d'être balayé par le peuple.

Le gouvernement austro-hongrois ne donne aucune preuve, mais pour les excitateurs fanatiques du parti de la guerre, il ne s'agit pas de question de droit, mais de question de force.

A Berlin on joue un jeu aussi dangereux qu'à Vienne. En présence des préparatifs des classes ouvrières, le gouvernement allemand doit, s'il tient au maintien de la paix, s'employer à apaiser les guerriers furibonds de Vienne.

Voici le résumé des graves télégrammes reçus dans la soirée :

La note serbe remise au gouvernement autrichien ayant été jugée insuffisante par celui-ci, la rupture des relations diplomatiques entre la Serbie et l'Autriche s'en est suivie.

La Serbie a commencé sa mobilisation. La cour a quitté Belgrade.

Le siège du gouvernement serbe sera à Kragujevatz.

De son côté, l'Autriche a ordonné, la nuit dernière, à ses troupes, de se mettre en marche.

L'Autriche a refusé formellement d'accéder au désir du gouvernement russe que le délai stipulé pour répondre à la note envoyée à la Serbie soit prolongé de quelques jours.

En ce qui concerne l'attitude de l'Allemagne, il est à remarquer que la communication dont le baron de Schœn a donné lecture, vendredi dernier, à M. Bienvenu-Martin, n'a pas été faite simultanément dans les autres capitales.

Le sens général de cette communication serait d'éviter toute intervention d'un tiers dans le « dialogue » austro-serbe. D'après une note communiquée hier au ministère des finances, la communication de l'Allemagne doit être interprétée, non pas comme une menace, mais seulement comme une indication pour que le désaccord entre l'Autriche et la Serbie reste localisé.

Les dépêches de Berlin annoncent, en outre, que l'Allemagne approuve dans toutes ses parties l'attitude de l'Autriche.

Le bruit court, à Saint-Pétersbourg, que la Russie a mobilisé cinq corps d'armée.

On prête au gouvernement russe la détermination ferme de préserver la Serbie de toute atteinte à sa dignité.

Enfin, on signale de Rome que le pape aurait intervenu personnellement auprès de l'empereur François-Joseph en faveur de la paix.

Les Socialistes Autrichiens et la Guerre

Nous avons reçu avec un retard de près de douze heures et par ampliation, une dépêche de notre correspondant à Vienne datée du 24, à 10 h. 20.

Wien (Par ampliation), C. N. 98, 8. 110. — 24 — 10 h. 20. — Pendant que la presse bourgeoise continue à façonner l'opinion publique en faveur de la guerre, laquelle paraît inévitable, les socialistes élèvent leur voix contre la forme et contre le ton comminatoire de l'ultimatum.

L'attitude du prolétariat autrichien est toute d'attente.

L'éditorial de l'*Arbeiterzeitung* conclut : « Nous voyons approcher la guerre en tremblant. Le danger est devant nos yeux. L'avenir est comme un abîme où s'engouffreront les biens et le sang prolétariens. Au nom de ceux qui souffrent et pâtissent, nous déchargeons nos responsabilités sur les épaules de ceux qui nous conduisent vers l'abîme. »

Toute l'Autriche est dans un état d'extrême agitation, et, croyant à la guerre, s'y prépare.

La seule vague possibilité de paix est que la Serbie cède au dernier moment ou qu'il se produise une intervention des grandes puissances.

Le Parti socialiste se réunit ce soir pour délibérer contre la guerre

Vienne, 25 juillet. — L'*Arbeiter-Zeitung* publie un manifeste des députés socialistes autrichiens à la population ouvrière dans lequel ils protestent contre la guerre que le gouvernement austro-hongrois est à la veille de faire à la Serbie. Ils estiment légitime que l'Autriche demande à la Serbie des garanties contre la propagande antiautrichienne, mais disent-ils, la Serbie aurait à coup sûr accordé ces garanties.

Nous sommes persuadés que tout ce que l'Autriche-Hongrie exige dans l'intérêt de la conservation de l'Etat pouvait être atteint par les moyens de la paix, et qu'aucune nécessité d'Etat, aucune considération de prestige ne la forcent à sortir des voies pacifiques. Aussi déclarons-nous, au nom de la population ouvrière autrichienne, rejeter toute responsabilité de cette guerre et ses conséquences effroyables sur ceux qui ont conçu et exécuté la démarche d'où elle doit sortir. Nous nous savons unis avec les travailleurs conscients du monde entier, et notamment avec les socialistes serbes.

Voir nos Télégrammes en Dernière Heure

Nombre de nos abonnés à ce jour :

14.007

LE PROBLÈME AUSTRO-SERBE

Comment sont reparties les différentes nationalités

Lorsque fut signé, en 1867, le « compromis » qui coupait l'empire d'Autriche en deux Etats, l'un dans lequel dominait la nation allemande, l'autre sur lequel régnait la nation magyar, on prétend que le comte Beust, chef du ministère autrichien, dit à son collègue hongrois : « Gardez vos hordes, nous garderons les nôtres ! » »

La tâche était ardue. Au nord, à l'est, au sud des territoires occupés par les deux groupes au profit desquels le « dualisme » était créé, des populations aussi diverses que possible étendent leur mosaïque bigarrée.

Au sud-est, les Italiens du Tyrol et de l'Istrie. A l'ouest, les Roumains de Transylvanie, soumis à la Hongrie, et ceux de Bukovine, soumis à l'Autriche. Au nord, au sud, des noyaux slaves, les plus importants de beaucoup.

Les Tchèques de Bohême et de Moravie — soumis à l'Autriche — et leurs frères les Slovaques, — soumis aux Hongrois, — les Polonais et la fraction des Ukraniens ou Petits Russiens, qu'on nomme les Ruthènes, forment le noyau septentrional.

Les Slovènes de Carniole, les Serbo Croates de Dalmatie, de Croatie, du banat de Temesvar, auxquels l'avidité impériale a joint ceux de Bosnie et d'Herzégovine, forment le noyau méridional.

Pour un Etat aussi hétéroclite, le système fédéraliste, qui laisse son autonomie à chaque groupe, était, semble-t-il, indiqué. Le système centraliste de Beust, qui réserve le pouvoir à deux minorités, était paradoxal. Il a pourtant subsisté, grâce aux divisions des opprimés.

Les populations sacrifiées, si elles sont rapprochées par leurs affinités ethniques, sont séparées par des questions de langue et de religion.

Chez les Serbo-Croates, la langue est une, mais les différences confessionnelles se multiplient. L'Herzégovine et le banat appartiennent à l'orthodoxie comme les royaumes de Serbie et de Monténégro, mais la Croatie et la Dalmatie se rattachent au catholicisme, tandis que les Bosniaques sont pour la plupart musulmans.

Que le sentiment national accomplisse des progrès sensibles depuis que le royaume de Serbie, en s'annexant la plus grande partie de la Macédoine, s'est agrandi de 60 pour cent, cela n'est pas douteux. Que les Serbes soumis à l'empire éprouvent de jour en jour un désir croissant de s'unir aux Serbes libres en un Etat de plus en plus prestigieux, c'est dans l'ordre naturel des choses.

Le même phénomène d'attraction s'exercera tôt ou tard les Roumains de Transylvanie et de Bukovine comme ceux de Bessarabie. Chez les Polonais, coupés en trois tronçons depuis plus d'un siècle, il n'a cessé de se manifester.

Le gouvernement impérial, par sa politique agressive, ne peut que hâter l'heure fatale.

La diplomatie — on ne sait trop pourquoi — l'a fixée à l'instant où François-Joseph disparaîtra. François-Ferdinand prétendait la retarder en substituant, dit-on, au dualisme, un « trialisme », qui eut fait à l'élément slave sa place à côté de la monarchie.

Le vieil empereur va-t-il sur son trône précipiter l'instant inéluctable ?

Va-t-il pouvoir « garder ses hardes » ?

Tel est le secret de demain.

André [illegible]

UN MILLION de SOCIALISTES

En ces jours troubles, où le péril de la guerre semble de nouveau déchaîné, à l'heure où nos camarades les socialistes allemands élèvent leur protestation énergique contre les menées de l'Autriche et son attitude vis-à-vis de la Serbie, le chiffre des adhérents à la démocratie-socialiste d'Allemagne prend toute sa signification.

Ce n'est pas peu de chose que de constater qu'un million d'hommes et plus sont groupés dans le Parti qui n'est pas seulement en opposition avec l'Empire dans son pays, mais qui se dresse dans une opposition de plus en plus forte contre l' « impérialisme » universel. Et il ne s'agit pas seulement d'adhésions de principe ou de préférence. Un million est le total des cotisants organisés à l'heure qu'il est dans toute l'Allemagne, attachés par le lien d'une collaboration quotidienne à leur *Verein* local à leurs organisations de circonscription, de province, d'Etat.

Ce chiffre nous est donné par le rapport annuel que le Bureau du Parti, le *Vorstand*, publie en vue du prochain Congrès national, convoqué en septembre à Wurtzbourg.

En puisant dans ce rapport quelques données, nous n'aurons pas seulement l'occasion de comparer les résultats obtenus par le socialisme en Allemagne avec nos progrès à nous en France. Nous n'en tirerons pas seulement un enseignement et un encouragement. Nous mesurerons, pour ainsi dire, la portée et l'étendue d'action de cette masse de prolétaires formés en parti de classe.

Le rapport établit donc qu'au 31 mars 1914, le nombre des membres réguliers du Parti était de 1.085.905. Si l'on se rappelle la joie qu'avait causée, il y a quelques années, la constatation du premier million d'adhérents réalisés dans les syndicats allemands — nombre plus que doublé à présent — et si l'on tient compte de la difficulté bien plus grande qu'offre le recrutement pour l'organisation politique, on comprendra la satisfaction témoignée par nos camarades au sujet de cet accroissement.

Après avoir augmenté respectivement de 13,6 % en 1910, de 16,1 % en 1911, de 15,9 % en 1912 par rapport à l'année précédente, ils n'avaient pu monter, en 1913, que de 1,3 %. De là l'effort donné par eux dans leur « Semaine rouge », leur semaine d'adhésions : ils n'ont qu'à s'en louer, puisque, par rapport à l'effectif du 31 mars 1913 (982.850), ils ont cette année augmenté de plus d'un dixième (exactement 10,5 pour 100). Là où il y avait, il y a un an, dix socialistes organisés, il y en a maintenant onze.

C'est précisément le quart des voix obtenues par le Parti aux dernières élections. Et cela veut dire que sur quatre électeurs ayant donné leur suffrage à un candidat socialiste, il y a un cotisant et militant du Parti. Ici, nous n'en avons pas un sur onze. C'est du pain sur la planche, mais il faut aller le chercher. A l'ouvrage !

Les camarades n'apprendront pas sans quelque étonnement que sur les 397 organisations de circonscription en Allemagne, il n'y en a que 114 qui comptent moins de 300 membres (moyenne 118) et qu'il y en a 25 ayant dépassé le total de 10.000. Deux sont supérieures à 40.000. Faut-il mettre à côté de cela l'effectif de nos Fédérations du Parti ? A quoi bon ? Constater en ce cas est mieux que comparer.

Le recrutement des femmes prolétaires, grâce en grande partie au vaillant organe dirigé par notre amie Clara Zetkin, l'*Egalité* (*Gleichheit*), continue de façon rapide. Elles sont, dans le Parti tout entier, au nombre de 174.454. A Berlin et à Hambourg, elles ne forment pas moins du sixième de l'organisation : 22.580 sur 121.689 et 11.684 sur 67.862.

Toutes les provinces ont progressé, par l'élan de la Semaine rouge, sauf trois qui sont en léger recul : la Poméranie, patrie des hobereaux, la Posnanie, en Pologne annexée, et Zwickau, je ne sais pas pour quelles raisons.

Quels sont les moyens dont dispose la propagande pour donner ces fruits ?

C'est d'abord, naturellement, l'action de chaque jour dans chaque localité. C'est, autour du *Verein* ou groupe, toute une agitation à l'atelier, à la brasserie, à la maison. C'est la vente et la distribution des brochures et des placards. La librairie *Vorwærts* n'a pas versé moins de 10.000 mark, soit 12.500 francs dans la caisse centrale. Il a été tenu dans l'année 45.376 réunions de sections, 12.877 réunions publiques, 1.940 réunions de femmes et distribué gratuitement 45.283.383 brochures ou feuilles volantes.

C'est aussi l'action du Bureau partant du centre pour aller jusqu'aux extrémités, veillant à l'organisation des jeunesses (391 organisations, 4.756 conférences où assistaient 196.884 auditeurs), dirigeant l'Ecole du Parti, qui devient une véritable Université (professeurs : Rosa Luxembourg, H. Cunow, Conrady, Duncker, Wurm, Stadthagen, Heinemann, Schulze), cherchant par des enquêtes à se rendre compte du nombre des bibliothèques existantes (1.147 comptant ensemble plus de 830.000 ouvrages), envoyant partout des conférenciers propagandistes et éducateurs.

C'est enfin la presse, que j'ai gardée pour la bonne bouche, on verra pourquoi.

L'*Egalité*, journal des femmes socialistes, tire à 125.000 ; la *Jeunesse ouvrière* atteint les 92.000 ; le *Wahre Jacob* dépasse 360.000 lecteurs (c'est comme on sait, le journal satirique illustré) ; la *Revue scientifique* dirigée par Kautsky ; la *Neue Zeit*, présente un petit bénéfice de 100 mark. Enfin le *Vorwærts* a un tirage de 161.000.

N'est-il pas encourageant pour nos efforts de constater que notre *Humanité* à six pages, avec son tirage de plus de 150.000 par jour, n'est pas loin d'égaler l'organe central du Parti démocrate-socialiste d'Allemagne ?

Cela aussi est un enseignement. Encore un coup d'épaule et nous le dépasserons. Chacun y peut contribuer.

BRACKE.

LE PROCÈS DE Mme CAILLAUX

Me Labori lit deux Lettres intimes

AU COURS DE LA LECTURE L'ACCUSÉE S'ÉVANOUIT

Les Médecins déposent et discutent

Me LABORI TERMINE LA LECTURE DES LETTRES
La déposition des médecins
MM. Hartmann et Pozzi — *MM. Reymond et Delbet*

Eh bien ! on les a lues, ces lettres ! Peut-être aurait-on pu les lire à huis-clos, les passer simplement au jury, mais cela n'eût pas satisfait la curiosité malsaine d'une partie du public, et on a dû se résoudre à les lire devant tout le monde !

Et qu'en est-il résulté ? On a mis ainsi à nu, devant tous, le cœur « pantelant » d'une femme, et ce cœur s'est arrêté une minute de battre : Mme Caillaux s'est évanouie. Ce fut pendant quelques instants une émotion considérable. Pendant près d'une heure, on appela les médecins, et ce n'est qu'après des soins attentifs qu'on ramena l'accusée à l'audience.

On épiloguera sur la portée de ces lettres. Certains diront qu'elles n'avaient rien d'intéressant pour un journaliste et qu'il ne pouvait songer à les publier. D'autres y trouveront, au contraire, mêlées aux tendresses, des confidences politiques de nature à alimenter une polémique ! Pour nous, toujours fidèle à notre esprit d'impartialité, nous nous bornerons à constater que la lecture de ces lettres replace l'affaire Caillaux sur son vrai terrain. Il devient, comme la plupart des drames d'assises, un drame passionnel.

Il ne s'agit plus de savoir si M. Calmette voulait publier les lettres. Il s'agit de savoir si, après la publication de la lettre « Ton Jo », qui émanait de la même source, Mme Caillaux pouvait, à tort ou à raison, croire que les lettres seraient publiées, et si elle pouvait souffrir, se révolter même contre cet étalage possible de son intimité. Il s'agit de savoir si elle était dans cet état d'esprit quand elle a accompli son acte.

Le procès, maintenant, est terminé. Des médecins ont défilé. Les uns déclarèrent qu'ils firent tout leur devoir — tout ce que leur conscience et leur science leur commandaient de faire — pour sauver la « victime ». D'autres dirent, au contraire, qu'on opéra trop tard. Et cette discussion médicale se continuera lundi.

Me LABORI LIT LES LETTRES INTIMES

Quand l'audience est ouverte, M. le conseiller Albanel, qui a été insulté dans le *Figaro* (on signalait que, lorsqu'il voulut saisir les lettres versées par Mme Gueydan son assesseur, M. Dagoury lui aurait dit : « Monsieur, vous nous déshonorez ! ») tient à faire une déclaration :

Messieurs, avant de reprendre les débats de cette affaire, permettez-moi de vous faire une nouvelle déclaration en ce qui concerne la question des lettres intimes. Il est entendu qu'elles restent entre les mains de la défense et de la partie civile et que le ministère public et MM. les jurés ne les connaissent pas, bien qu'elles forment l'objet essentiel des débats. Vous en ferez, messieurs, tel usage que votre conscience vous dictera. Quant à moi, je l'ai dit, hier, je le répète, jamais je ne ferai usage de mon pouvoir discrétionnaire pour les reprendre à un avocat et les verser aux débats. J'ai plus que personne ici, souci de mon honneur et de celui de la magistrature, quoi qu'on en ait dit, pour ne pas commettre un acte qui porterait atteinte à la dignité du barreau tout entier. (Applaudissements.)

Puis Me Chenu se lève :

M. le président, dit-il, vous a rappelé dans quelles conditions Me Labori et moi étions dépositaires des pièces qui ont fait l'objet de l'incident d'hier. Elles sont sous cette enveloppe ; elles y sont toutes. D'un commun accord entre Me Labori et moi (Voyez son geste !) nous les versons aux débats, entre les mains de la cour, à la disposition de M. le procureur général, à votre disposition, messieurs les jurés, pour que chacun en fasse l'usage qui lui paraîtra convenable ; et je crois que cette fois l'incident est clos, et définitivement clos.

Et c'est le tour de Me Labori. Il va lire les lettres. Il se rend compte de la douleur qu'il va causer à sa cliente. Il en exprime toute sa souffrance personnelle.

Qu'est-ce qu'une douleur, dit-il, de ce genre auprès de celle qu'il lui a fallu maintenant connaître ? Et qu'est-ce que ces lettres auprendront maintenant à personne ? Qu'est-ce qu'elles apprendront à sa fille ? Rien, hélas, ne sont plus ni les tortures ni les angoisses d'hier, ni les périls d'aujourd'hui. Voilà pourquoi ces lettres peuvent être lues maintenant ; il faut qu'elles le soient. Il le faut, pour que je ne sais quelle malsaine curiosité qui aurait pu être restée en certains esprits disparaisse et s'évanouisse.

La lettre de douze pages

Et voilà maintenant la lettre de douze pages. Elle est du 19 septembre 1909.

Ma chère petite Riri,

J'ai lu avec l'attention qu'elle méritait ta lettre que tu m'as écrite et qui appelle une réponse explicite. Aussi bien avais-je depuis plusieurs jours l'intention de m'expliquer malentendu que je sentais pour une explication complète.

Ma chérie, quand je t'ai rencontrée, j'ai ressenti une poussée de tout mon être contre toi. J'y aurais cependant résisté et j'aurais sans doute le courage de me taire, même, si j'avais eu le bonheur chez moi. Mais je n'étais pas heureux. Tu sais que les meurtri de cette vie, qu'elle soit, et je ne savais pas de faire autre chose que ce que on ne sait pas penser, plus vite, plus fraîchement, plus vivement. Je me suis donné vers toi avec une ardeur aussi entière que j'ai pu avec une passion fatale. Comprends lorsque surmontant les inévitables [illegible] est apparu de faire allusion, je [illegible] comme de mon devoir de le plaider en te rendant [illegible] aberté, je ne me sentais pas [illegible] sûr de recouvrer mon indépendance, je croyais avoir le droit de te [illegible] dre la tienne. Avec un joli [illegible]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France